MINISTERE
DES
AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION D'EUROPE

Sous-Direction d'URSS

URSS
91-95
contour no
2063

REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, le 11 Juillet 1991

URSS 2-3

DM B.P.

BORDEREAU COLLECTIF N° 2064/EURSS + 2063

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
A/S : L'avenir de M.GORBATCHEV - Fiche n° 2063/EURSS en date du 10 juillet 1991		Pour information./. <i>Herson</i>

SECRET CONFIDENTIEL NON CLASSIFIE

DIFFUSION INTERNE		DIFFUSION EXTERNE
DEPARTEMENT	POSTES	
CM : M. KESSEDJIAN M. GIRARD M. CASA SG DP/DPA EU/EUA/EOR/EUCN DE DG NUOI IP CAP AM AS	MOSCOU BUCAREST BUDAPEST PRAGUE SOFIA TIRANA BELGRADE VARSOVIE WASHINGTON OTTAWA LONDRES BONN ROME ROME ST SIEGE COPENHAGUE MADRID BRUXELLES ATHENES LISBONNE LUXEMBOURG DUBLIN LA HAYE REYKJAVIK	DELFRA NEW YORK REPAN BRUXELLES BONN-BERLIN DELFRA GENEVE DSMT GENEVE FSLT LENINGRAD FSLT KIEV DSMT VIENNE DELFRA VIENNE VIENNE STOCKHOLM HELSINKI OSLO BERNE ALGER TUNIS RABAT LE CAIRE PEKIN TOKYO RIYAD ANKARA
		S/C du Cabinet du Ministre d'Etat ----- PR: M. VEDRINE M. MOREL Mme de MARGERIE PM: MME TIMSIT M. LEFORT SGDN: M. GODECHOT M. FIESCHI MINISTERE DE LA DEFENSE (CAB) M. MALLET M. FILIU DEG : Général PARIS EMA : M. de BELENET MISSION INTER- MINISTERIELLE POUR L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'ACTION HUMANITAIRE (CAB) M. RIPERT

Le 10 juillet 1991

AVENIR DE M. GORBATCHEV

M. GORBATCHEV a mis, avant d'arriver aux entretiens de Londres, tous les atouts de son côté pour apparaître comme le maître du jeu dans son propre pays alors que sa marginalisation politique est déjà largement engagée et que sa marge de manoeuvre va encore se réduire dans les mois qui viennent.

1) M. GORBATCHEV a réussi a sauvegarder les apparences de son pouvoir avant les entretiens de Londres.

1.1. La période trouble de novembre 1990 à mars 1991 avait mis en relief la **fragilité du processus en cours** en URSS et la **vulnérabilité de M. GORBATCHEV** :

* Démission de M. CHEVARDNADZE (20 décembre 90)

* Appel de M. ELTSINE à "renverser" M. GORBATCHEV en février 1991

* Comportement de l'armée et du MVD à Vilnius et Riga en janvier 1991, déclarations factieuses des députés-colonels (Alksnis, Petrouchenko)

* retour de la rhétorique de guerre froide dans les déclarations de M. KRIOUTCHKOV (KGB) et IAZOV (Défense)

* grèves des mineurs

1.2 Depuis trois mois le débat s'est considérablement apaisé :

- La première réunion de Novo Ogarevo le 23 avril a dessiné les grandes lignes du futur Traité d'Union (accord 9 + 1) même si les points de divergences restent fondamentaux tant sur la lettre que sur l'esprit du texte.

.../...

- L'élection de M. ELTSINE à la Présidence de la Russie a été suivie d'une phase de conciliation qui dure toujours entre le Président Russe et le Président de l'Union, M. ELTSINE apportant même son soutien aux démarches de M. GORBATCHEV vis-à-vis des 7 et l'assurant de son appui pour les futures élections à la Présidence de l'Union.

- Les neuf Républiques signataires du Traité ont à des degrés divers "mandaté" M. GORBATCHEV à les "représenter" à Londres.

1.3 Cependant, cet irénisme de façade masque les contradictions non résolues et les contraintes économiques financières et sociales auxquelles M. GORBATCHEV devra faire face dans les mois qui viennent :

* Il n'y a aucun consensus sur la règle du jeu tant entre les Républiques et l'Union qu'entre la "société civile" et le pouvoir central fédéral profondément discrédité et souffrant d'un profond déficit de légitimité.

* Une manoeuvre s'amorce consistant à toiletter le PCUS en lui donnant sous la forme du "Mouvement pour les Réformes Démocratiques" une assise sociale et politique qui lui fait défaut.

* Le système économique est menacé de thrombose généralisée, tandis que les grands agrégats (déficit budgétaire, masse monétaire) ne sont plus maîtrisés et les poches de paupérisation se développent.

* Cette dégradation économique nourrit à son tour les frustrations locales et nationales qui trouvent dans le chauvinisme et la xénophobie leur seul mode d'expression.

2) La marginalisation de M. GORBATCHEV est déjà en cours.

Ayant misé tout au long de l'année 1990 sur le renforcement des pouvoirs d'Etat et leur dissociation - fictive - d'avec le PC, M. GORBATCHEV s'est doté de prérogatives accrues (cf institution d'un "système présidentiel" début 1990) au moment où il n'avait plus prise sur une réalité en profonde mutation:

. le conflit de légitimités amorcé par les proclamations d'indépendance ou de souveraineté adoptées par les parlements républicains en 1990 a enclenché une dynamique de désintégration de l'Union que le Président soviétique n'est pas en mesure d'enrayer en dépit du progrès apparent que constituent les négociations "9+1" ;

. l'effondrement des structures administratives et du PC prive M. GORBATCHEV des relais de pouvoirs indispensables aux échelons locaux ;

. dans cette situation de paralysie du pouvoir ce sont essentiellement le risque réel d'**explosion sociale** créé par les grèves des mineurs en mars-avril dernier et l'impulsion donnée par la **Russie** au mouvement de **contestation du pouvoir central** (cf négociations directes entre républiques) qui ont **contraint M. GORBATCHEV à composer avec M. ELTSINE.**

M. GORBATCHEV concentre dans ses mains un pouvoir théorique plus important qu'aucun dirigeant soviétique n'a jamais eu, mais ses oukases n'ont aucun effet dans le champ économique et social de l'URSS.

3) Une marge de manoeuvre plus réduite que jamais

3.1. Les conditions dans lesquelles se déroulent les négociations "9+1"(cf fermeté de certaines républiques - Russie et Ukraine - sur les revendications de souveraineté économique), et la perspective la plus probable de ne parvenir qu'à une formule minimale d'accord sur le nouveau Traité de l'Union, poussent M. GORBATCHEV à agir dans deux directions:

* rechercher une fois de plus à l'extérieur la légitimité qui lui manque en URSS, en se présentant comme "mandaté" par les neuf républiques qui, au stade actuel des négociations et compte tenu de leurs besoins économiques, n'ont aucun intérêt à apparaître prêtes à jouer délibérément l'effondrement de l'Union;

* s'appuyer sur le "Mouvement pour les réformes démocratiques" en formation, dont les co-fondateurs sont des personnalités soit réformatrices liées au PC, soit issues de la mouvance démocratique proche de M. ELTSINE, pour tenter de rassembler les forces politiques autour de la nécessité de préserver l'Union en s'efforçant de donner un second souffle à tendance "social-démocrate" à un PC largement discrédité.

3.2. Les seuls leviers "fédéraux" qui fonctionnent encore sont les "appareils" répressifs à savoir le KGB - dont l'influence n'a pas diminué même si son rôle a été modifié - le MVD et les fameuses OMON qui de l'Arménie aux Pays Baltes "rétablissent l'ordre constitutionnel soviétique" et l'Armée qui, malgré le traumatisme de l'Afghanistan, du retrait d'Europe Centrale et de sa diminutio capitis dans la société, semble pour le moment ne pas avoir d'ambitions hors de sa propre sphère même si elle est de plus en plus associée aux opérations de maintien de l'ordre.

*

Dans ce contexte la question de la date du départ - volontaire ou non - de M. GORBATCHEV de son poste de Président de l'URSS passe au second plan : d'ores et déjà le pouvoir de M. GORBATCHEV en dehors de certaines fonctions régaliennes du "Centre" - négociations de désarmement, conduite des grandes options politico-militaires, d'une partie de la politique étrangère et direction du KGB, de l'Armée et du MVD - a perdu prise sur la réalité intérieure soviétique.

Une nouvelle période de "temps troubles" est commencée qui, à la faveur des reclassements politiques en cours, amènera inéluctablement le départ de M. GORBATCHEV. Les scénarii les plus catastrophiques ne sont pas les plus probables. En revanche le scénario d'une évolution maîtrisée et "douce" vers le pluralisme politique, vers une règle du jeu acceptée par les composantes de l'Union et vers l'économie de marché est tout aussi improbable.